

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Juillet 1999

FAITS SAILLANTS

 **En juin, le taux de chômage national est tombé à 7,6 %, son niveau plancher des neuf dernières années, en raison d'une importante diminution du nombre de chercheurs d'emploi.**

 **Sous l'impulsion surtout de l'intensification de l'activité dans le secteur des services, l'économie a crû pour un neuvième mois consécutif, en avril.**

 **En avril, les exportations et les importations ont fléchi, ce qui s'est traduit par une légère baisse de l'excédent commercial.**

 **La Banque du Canada garde fermement le cap, malgré la majoration des taux d'intérêt aux États-Unis, ce qui fait diminuer encore davantage les taux canadiens par rapport aux taux américains comparables.**

 **Les cours des actions canadiennes se sont redressés, dans la foulée de l'atténuation des craintes suscitées par l'inflation en Amérique du Nord.**

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis		
			le mois dernier	l'an dernier
PIB réel (En \$ 1992, milliards)	735,4	0,3	2,7	Avril
Biens	240,5	0,2	1,7	Avril
Services	494,9	0,3	3,3	Avril
Indice composite	214,0	0,4	4,0	Mai
Emplois (En milliers)	14 640	0,0	2,7	Juin
Temps plein	11 944	-0,3	3,1	Juin
Temps partiel	2 696	1,6	1,0	Juin
Chômage (En %)	7,6	8,1	8,4	Juin
Jeunes*	13,5	15,6	15,6	Juin
Adultes*	6,5	6,6	7,0	Juin
Inflation mesurée par l'IPC*	1,6	1,7	1,1	Mai
Ventes au détail (En M\$)	21 207	-0,4	2,7	Avril
Mises en chantier (En milliers)	150,7	5,0	15,6	Juin
Balance commerciale* (En M\$)	2 444	2,621	1,367	Avril
Exportations	28 696	-0,9	8,5	Avril
Importations	26 252	-0,3	4,7	Avril
M&É	8 685	1,4	4,8	Avril
Papier comm. à trois mois* (En %)	4,78	4,71	5,06	7 juillet
Rendement des obligations à long terme* (En %)	5,66	5,58	5,52	7 juillet
Dollar canadien* (En cents US)	67,88	67,84	68,13	9 juillet

*Données en niveaux seulement - variation en % n'est pas exprimée

Le rapport spécial du présent numéro : Pénurie de compétences - Au-delà des manchettes

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/03.html.



Industrie Industry
Canada Canada

Canada 

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Juillet 1999

TABLES DES MATIÈRES

	Page
L'économie	
<i>PIB réel par industrie</i>	3
<i>Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs</i>	4
<i>Investissements des entreprises dans les usines et l'équipement</i>	5
<i>Logement</i>	6
<i>Commerce et compétitivité</i>	7
Tendances du marché du travail	
<i>Emploi et chômage</i>	8
<i>Aperçu de la situation de l'industrie</i>	9
<i>Aperçu de la situation des provinces</i>	10
Prix et marchés financiers	
<i>Prix à la consommation et prix des produits de base</i>	11
<i>Taux d'intérêt à court terme et à long terme</i>	12
<i>Taux de change et marchés boursiers</i>	13
L'économie des États-Unis	
<i>Tendances de l'économie américaine</i>	14
LE RAPPORT SPÉCIAL DU PRÉSENT NUMÉRO :	
<i>Pénurie de compétences - Au-delà des manchettes</i>	15
À venir...	
<i>Publication de données à surveiller/Événements prévus</i>	18

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 9 juillet 1999. Il a été préparé par Dave Dupuis, Joseph Macaluso, André Patry et Karen Smith, sous la direction de Shane Williamson de la Direction de l'analyse micro-économique. Le rapport spécial du présent numéro a, pour sa part, été préparé par Clifton Lee-Sing, Shauna Martin et Lori Whewell. Tous les renseignements ont été tirés de sources publiques, principalement Statistique Canada, la Banque du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Veuillez adresser vos commentaires à Shane Williamson au 613-995-8452 ou par Internet à williamson.shane@ic.gc.ca



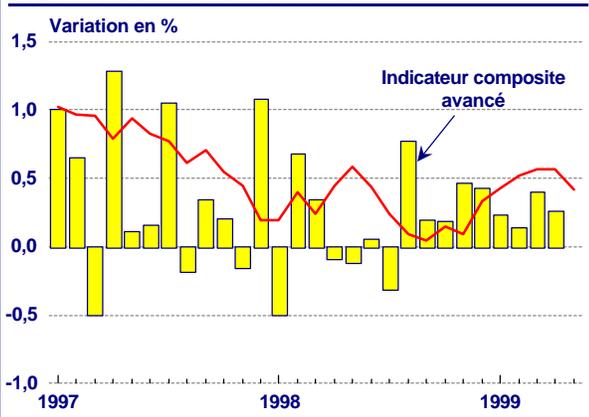
En avril, la production a continué de croître...

- Après avoir été révisé à la hausse en mars, le PIB réel a augmenté de 0,3 %, en avril. Il s'agit là de la neuvième augmentation mensuelle consécutive du PIB réel -- et de la plus longue suite ininterrompue d'augmentations observée en plus d'une décennie.

...à la faveur surtout des gains généralisés enregistrés dans le secteur des services

- Le secteur des services a vu son activité augmenter de 0,3 %, en avril, sous l'impulsion principalement du commerce de gros, alimenté par la vigoureuse demande de matériel informatique et de produits de l'automobile. Ailleurs dans le secteur, la progression des ventes de logements a stimulé l'activité des agents immobiliers, pendant que les fournisseurs de services commerciaux ont continué d'afficher une solide croissance. Le commerce de détail, qui a subi les contrecoups du repli de la demande des articles à prix élevé, a été le seul sous-secteur à connaître une baisse d'un mois à l'autre.
- En avril, la production des industries productrices de biens s'est accrue de 0,2 %, dans la foulée surtout (près de la moitié du gain) de l'intensification marquée de l'activité dans l'industrie de la construction, stimulée par l'essor de la construction non résidentielle et l'amélioration de la demande de logements neufs. La production, dans le secteur manufacturier, est demeurée stable, en avril, après avoir affiché un solide résultat en mars. Dans le secteur minier, l'activité est demeurée essentiellement inchangée, en avril, l'augmentation marquée de la production de pétrole et de gaz (par suite du retour au niveau de production normal à Hibernia) étant grandement contrebalancée par le recul observé dans d'autres secteurs.

PIB réel au coût des facteurs

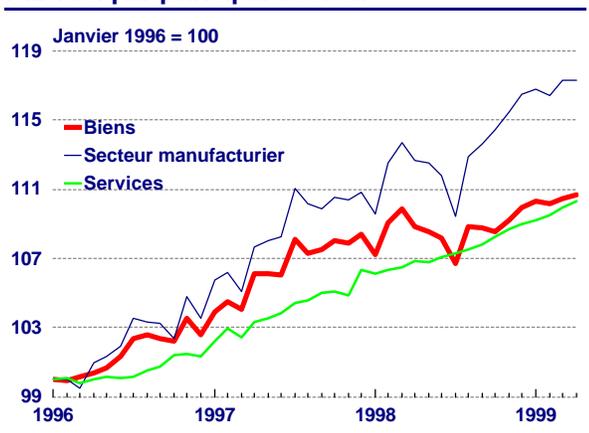


PIB réel au coût des facteurs (En \$ 1992)

Avril 1999	En millions \$	Variation en % depuis		
		Variation mensuelle	le mois dernier	l'an dernier
Ensemble de l'économie	735 448	1 910	0,3	2,7
Secteur des entreprises	609 310	1 515	0,2	3,3
Biens	240 537	477	0,2	1,7
Agriculture	11 848	29	0,2	-0,7
Pêche et piégeage	643	9	1,4	-17,0
Abattage du bois et foresterie	4 767	5	0,1	2,0
Exploitation minière*	26 282	-10	-0,0	-7,5
Sect. manufacturier	132 979	44	0,0	4,1
Construction	39 537	234	0,6	1,4
Autres services publics	24 481	166	0,7	1,9
Services	494 911	1 433	0,3	3,3
Transport et entreposage	32 999	115	0,3	1,9
Communications	26 903	49	0,2	14,2
Commerce de gros	46 495	555	1,2	13,0
Commerce de détail	45 708	-448	-1,0	1,5
Finance et assurances	39 764	153	0,4	0,1
Agents d'ass. et agents imm.	80 396	273	0,3	2,3
Services commerciaux	43 446	203	0,5	7,7
Services gouvernementaux	42 995	74	0,2	0,8
Enseignement	40 109	143	0,4	-0,3
Soins de santé et services sociaux	48 289	219	0,5	-0,2
Logement et alimentation	18 736	53	0,3	-0,3
Autres	29 071	44	0,2	1,9

* Comprend l'exploitation des carrières, le pétrole brut et le gaz naturel

PIB réel par principal secteur





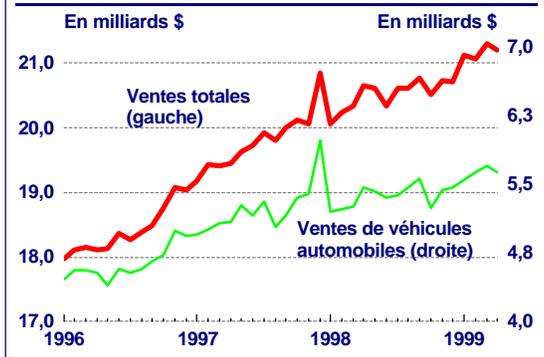
Les dépenses de consommation se sont redressées, au premier trimestre...

- Après avoir connu deux faibles trimestres, les dépenses de consommation réelles ont grimpé en flèche (5,1 %, taux annuel) au premier trimestre de 1999. Les dépenses ont progressé dans la totalité des principales catégories, mais les ventes de biens durables ont été particulièrement vigoureuses.
- La confiance des consommateurs s'est rétablie, après avoir été sérieusement ébranlée au premier semestre de 1998 par le repli du dollar et l'augmentation des taux d'intérêt (tous deux liés aux répercussions de la crise qui a secoué la région Asie-Pacifique, qui se sont fait sentir un peu partout dans le monde).

...mais la poursuite de l'augmentation dépend de l'accélération du rythme de croissance des revenus et de l'emploi

- La croissance des revenus n'a pas suivi le rythme d'augmentation des dépenses des ménages, ces dernières années, ce qui a forcé ces derniers à puiser dans leurs économies et à accroître leur endettement. Le ralentissement de la croissance de l'emploi, observé jusqu'à présent cette année, laisse aussi planer un doute sur la capacité des consommateurs d'accroître leurs dépenses.
- D'ailleurs, les ventes au détail ont fléchi de 0,4 %, en avril, à cause du recul enregistré par la plupart des principaux secteurs. Qu'advient-il en mai? Les indications varient : les ventes des magasins à rayons ont augmenté vigoureusement, mais des sources de l'industrie laissent entrevoir une baisse des ventes de véhicules automobiles neufs.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



Ventes au détail et crédit à la consommation

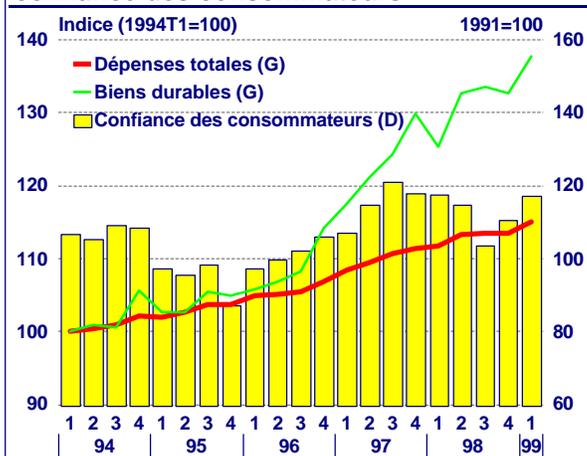
	En millions \$	Variation en % depuis	
		le mois	l'an
Avril 1999			
Total - Ventes au détail	21 207	-0,4	2,7
Alimentation	4 872	-0,3	1,4
Pharmacies	1 104	-1,1	2,5
Vêtements	1 198	-0,1	3,2
Meubles	1 059	-2,8	5,4
Automobiles	8 238	-0,1	2,7
Magasins de march. diverses	2 444	0,2	3,7
Tous les autres magasins	2 292	-1,2	3,0
Total excluant véhicules automobiles	15 577	-0,1	2,6
Crédit à la consommation	161 241	0,5	7,0

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)	1997		1998	
	1997	1998	1998 T4	1999 T1
Consommation réelle (En \$ 1992)	472 867	485 906	488 144	494 300
Variation en %	4,2	2,8	0,0	5,1
Biens durables	62 823	66 801	67 652	70 192
Variation en %	13,3	6,3	-2,3	15,9
Biens semi-durables	44 334	46 526	46 540	47 148
Variation en %	4,3	4,9	-0,4	5,3
Biens non durables	118 293	119 521	119 728	120 820
Variation en %	1,3	1,0	-1,4	3,7
Services	247 417	253 058	254 224	256 140
Variation en %	3,4	2,3	1,3	3,0
Revenu disponible	534 728	552 778	558 404	561 320
Variation en %	3,1	3,4	4,2	2,1
Taux d'épargne (En %)	2,8	2,3	2,2	1,4
Ratio d'endettement (En %)	96,4	98,3	99,2	99,9
Attitudes des consommateurs*	115,1	111,6	110,5	116,9

*Conférence Board du Canada

Dépenses de consommation réelles et confiance des consommateurs





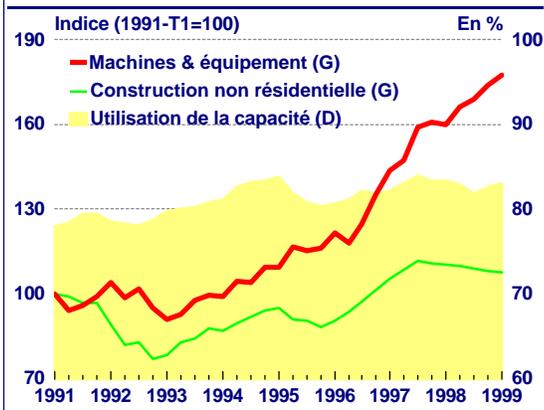
Les investissements dans les M&É sont demeurés vigoureux, au premier trimestre...

- Les investissements dans les machines et l'équipement (M&É) ont augmenté à nouveau solidement, au premier trimestre, sous l'impulsion des achats d'ordinateurs et d'autre matériel de bureau. De plus, la plupart des autres catégories de M&É ont affiché des gains modestes.
- Les dépenses dans le secteur de la construction non résidentielle ont fléchi au cours de chacun des six derniers trimestres. Le tassement prolongé de l'activité dans ce secteur s'explique principalement par la réduction des travaux de génie.

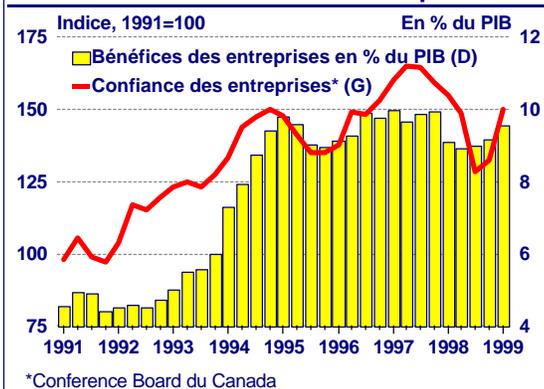
...et le raffermissement des prix des produits de base de même que l'augmentation des bénéfices laissent entrevoir la poursuite de la tendance à la hausse

- Les bénéfices des entreprises se sont accrus de 25,6 % (taux annuel), au premier trimestre de l'année, poursuivant leur redressement amorcé après le fléchissement marqué observé au premier semestre de 1998. Cet accroissement a été le fait, entre autres, d'un modeste essor de l'activité dans les industries primaires, qui ont tiré profit du raffermissement récent des cours des produits de base.
- Témoignant de l'amélioration des perspectives, les indicateurs avancés semblent indiquer la poursuite de la croissance des investissements des entreprises. Les importations de M&É ont augmenté, en avril, à la faveur d'un accroissement marqué des achats d'aéronefs. De plus, l'activité dans la construction de bâtiments non résidentiels a été vigoureuse, ce qui a plus que contrebalancé la faiblesse de l'activité dans la composante génie du secteur de la construction non résidentielle.

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises



*Conference Board du Canada

Investissements et situation financière des entreprises

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)

	1997	1998	1998 T2	1998 T3	1998 T4	1999 T1
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines & équipement (En \$ 1992)	59 112	64 701	64 376	65 308	67 284	68 732
Variation en %	22,2	9,5	17,5	5,9	12,7	8,9
Construction non résidentielle (1992\$)	39 079	39 110	39 312	38 932	38 696	38 588
Variation en %	14,0	0,1	-1,9	-3,8	-2,4	-1,1
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	83,2	82,7	82,9	81,9	82,6	83,1
Utilisation de la capacité (secteur manuf.)	83,7	83,8	83,7	82,6	84,7	85,7

SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES

Bénéfices d'exploitation des entreprises

Variation en %

Bénéfices - Industries non financières

Variation en %

Bénéfices - Industries financières

Variation en %

Crédit aux entreprises

Variation en %

Indice de la confiance des entreprises*

Statistique Canada a apporté des changements considérables à l'Enquête trimestrielle sur les statistiques financières des entreprises. Pour cette raison, les résultats du premier trimestre sont provisoires uniquement et peuvent faire l'objet d'une révision considérable.

*Conference Board du Canada



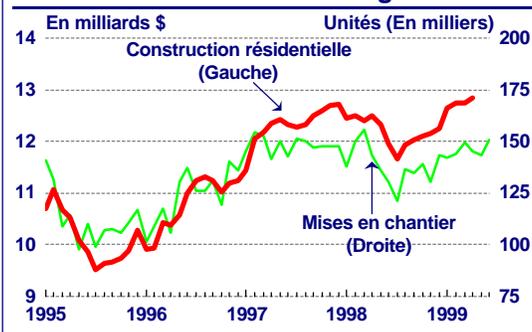
Au premier trimestre, les dépenses en logements neufs ont monté en flèche...

- Après s'être détériorés durant toute l'année dernière, les investissements dans la construction résidentielle ont augmenté de 16,6 % (taux annuel) au premier trimestre de 1999, soit le plus important gain trimestriel observé en près de trois ans.
- Ce redressement a surtout été le fait de la construction de logements neufs. Dans les régions urbaines, les mises en chantier ont fait un bond en Ontario et dans la région de l'Atlantique, et le marché de la Colombie-Britannique a redémarré après une période prolongée de faiblesse. À noter que la rénovation et la revente ont aussi progressé au cours du premier trimestre.

...et cet élan s'est fait sentir au deuxième trimestre

- Les données connues semblent indiquer que le redressement de l'activité se poursuit dans le secteur du logement. Les ventes de logements existants ont progressé, en mai, pour un quatrième mois consécutif. Les mises en chantier ont augmenté, pour leur part, de 0,8 % au deuxième trimestre.
- En avril et en mai, les permis de construction résidentielle, un indicateur de l'activité future, se chiffraient à un niveau supérieur à celui observé au premier trimestre.
- Le regain de confiance des consommateurs et l'abordabilité du logement (attribuable aux faibles taux d'intérêt historiquement) semblent indiquer que le marché du logement sera solide à court terme.

Activité dans le secteur du logement



Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

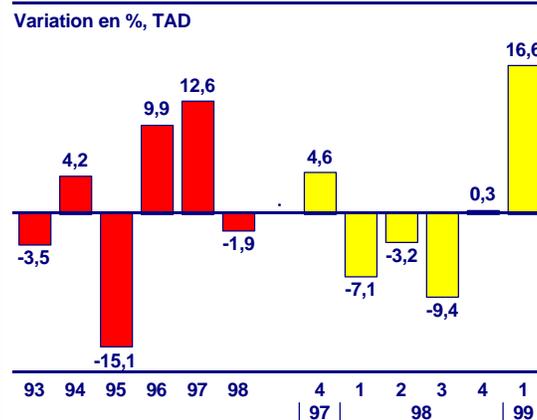
	Niveaux	Variation depuis	
		le mois dernier	l'an dernier
Construction résidentielle (1) (En \$ 1992, en M; base du coût des facteurs)	12 844	0,8%	2,8%
Permis de construction, en M\$ (2)	1 620	6,2%	11,8%
Ventes de logements existants (2) (nombre d'unités)	20 396	347	
Mises en chantier (3) (nombre d'unités)	150 700	7 200	20 300
Terre-Neuve	1 000	400	300
Île-du-Prince-Édouard	300	-200	-200
Nouvelle-Écosse	3 100	-800	1 100
Nouveau-Brunswick	2 400	1 200	500
Québec	17 200	400	300
Ontario	67 900	1 600	22 300
Manitoba	1 900	-200	-400
Saskatchewan	1 900	100	0
Alberta	22 400	7 500	3 900
Colombie-Britannique	11 400	-2 800	-7 500

1 - Données d'avril 2 - données de mai 3- données de juin
Source : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble

Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions \$ 1992, TAD (à moins d'indication contraire)	1997	1998	1998 T4	1999 T1
Construction résidentielle	42 348	41 547	40 972	42 580
Variation en %	12,6	-1,9	0,3	16,6
Construction par secteur	42 223	41 422	40 852	42 452
Variation en %	12,6	-1,9	0,3	16,6
Logements neufs	21 441	20 695	20 372	21 332
Variation en %	19,5	-3,5	11,2	20,2
Travaux de réparation et d'amélioration	13 315	13 645	13 572	14 088
Variation en %	7,2	2,5	4,4	16,1
Frais de propriété et de transfert	7 592	7 207	7 028	7 160
Variation en %	4,5	-5,1	-29,7	7,7

Croissance de la construction résidentielle réelle





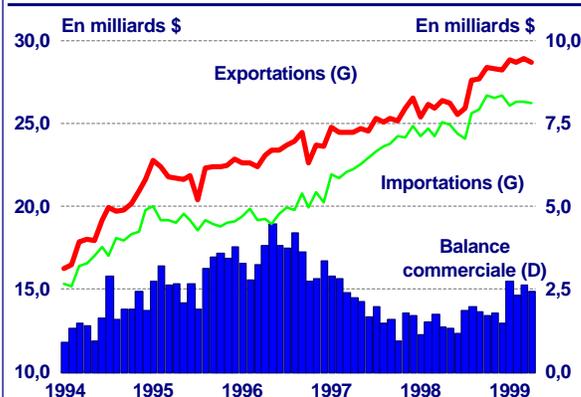
Et les exportations et les importations ont fléchi, en avril...

- En avril, les exportations ont diminué de 0,9 %, principalement à cause d'une baisse marquée des ventes aux États-Unis. Cependant, les exportations à destination du Japon ont commencé à se redresser, augmentant pour un troisième mois consécutif.
- Par produit de base, le repli observé en avril s'explique surtout par le fléchissement des exportations de produits automobiles. Les ventes de produits énergétiques se sont accrues d'un mois à l'autre -- principalement sous l'impulsion de l'augmentation des prix du pétrole brut -- et les exportations de produits forestiers se sont redressées à la faveur de l'instauration de nouveaux quotas pour le bois d'oeuvre.
- Les importations sont demeurées faibles, se repliant de 0,3%, en avril, surtout dans la foulée du recul des importations de biens industriels (y compris l'or et l'automobile). Ce recul a été contrebalancé en partie par l'accroissement des importations de pétrole brut (sous la poussée de la hausse des prix) et d'aéronefs.

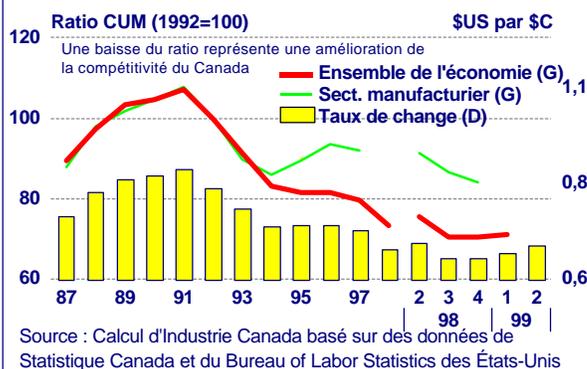
...ce qui s'est traduit par une diminution de l'excédent commercial

- Comme la baisse des exportations a été plus marquée que celle des importations, l'excédent commercial a fléchi, passant de 2,6 milliards de dollars en mars à 2,4 milliards en avril. Jusqu'à présent cette année, il a dépassé la barre des 2,0 milliards de dollars chaque mois, ce qu'il n'a pas réussi à faire en 1998.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Ratio des coûts unitaires de main-d'oeuvre Canada-É.-U.



Commerce de marchandises

Avril 1999	Niveaux (En millions \$)		Cumulatif à ce jour (En millions \$)		Variation (En M\$)		Variation en %	
	Mars 1999	Avril 1999	Janv.-avril 1998	Janv.-avril 1999	Mars-avril 1999	Mars-avril 1999	Avril 1998 - avril 1999	
Exportations	28 945	28 696	104 052	115 206	-249	-0,9	8,5	
vers les États-Unis	24 897	24 713	85 460	98 726	-184	-0,7	13,0	
Importations	26 324	26 252	98 327	105 050	-72	-0,3	4,7	
en provenance des États-Unis	20 223	20 187	75 575	81 013	-36	-0,2	5,6	
Balance commerciale	2 621	2 444	5 725	10 156	-177			
avec les États-Unis	4 674	4 526	9 885	17 713	-148			
Exportations par produit								
Produits agricoles/pêche	2 069	2 008	8 393	8 268	-61	-2,9	-3,6	
Produits énergétiques	1 966	2 238	7 791	7 801	272	13,8	12,5	
Produits de la forêt	3 102	3 286	11 551	12 619	184	5,9	14,4	
Biens et matériaux industriels	4 554	4 537	19 237	18 460	-17	-0,4	-3,6	
Machines et équipement	6 811	6 752	25 360	27 194	-59	-0,9	1,0	
Produits automobiles	8 174	7 575	24 234	31 789	-599	-7,3	22,4	
Autres biens de consommation	1 149	1 159	3 863	4 593	10	0,9	15,0	
Importations par produit								
Produits agricoles/pêche	1 487	1 487	5 577	5 896	0	0,0	5,1	
Produits énergétiques	687	772	3 064	2 696	85	12,4	4,3	
Produits de la forêt	224	225	802	884	1	0,4	13,6	
Biens et matériaux industriels	5 162	5 021	19 698	20 153	-141	-2,7	-0,1	
Machines et équipement	8 568	8 685	32 321	34 943	117	1,4	4,8	
Produits automobiles	6 181	6 131	21 995	24 546	-50	-0,8	9,8	
Autres biens de consommation	3 050	2 972	10 850	12 035	-78	-2,6	7,7	

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Emploi et chômage

En juin, l'emploi est demeuré stable...

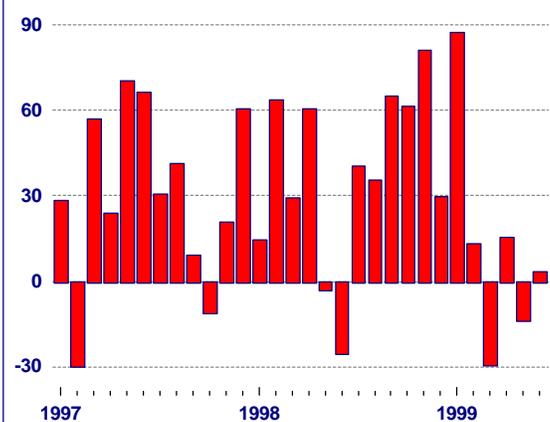
- L'emploi n'a presque pas changé, en juin, et il s'est stabilisé au cours des cinq derniers mois, après avoir connu une croissance exceptionnellement vigoureuse au dernier semestre de 1998.
- En juin, l'augmentation de l'emploi à temps partiel (+42 000) a été grandement contrebalancée par le repli de l'emploi à temps plein (-39 000). Ce déplacement a touché principalement les femmes adultes, vu que le niveau d'emploi chez les hommes adultes et chez les jeunes (et le partage temps plein/temps partiel) n'a guère changé.
- Environ 47 % des étudiants âgés entre 15 et 24 ans travaillaient en juin, ce qui représente une hausse de trois points de pourcentage par rapport à l'an dernier. Près des deux tiers de ces emplois étaient des postes à temps partiel.

...mais une baisse marquée de la population active a fait tomber le taux de chômage à 7,6 %

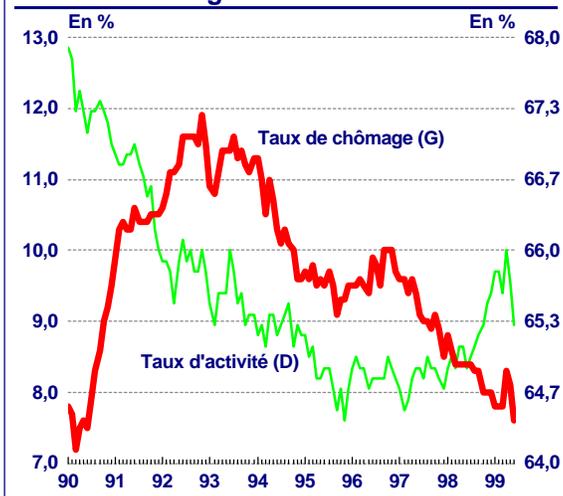
- Même si l'emploi n'a crû que légèrement en juin, le taux de chômage a fléchi de 0,5 point de pourcentage pour s'établir à 7,6 % -- son niveau plancher des neuf dernières années. La diminution appréciable de la population active (pour un deuxième mois consécutif) s'est traduite par une baisse du nombre de chômeurs (-84 000).
- Le fléchissement de la population active est surtout attribuable à l'évolution de la situation chez les jeunes -- le taux d'activité global de ce segment a en effet beaucoup fluctué jusqu'à présent cette année. En juin, chez les jeunes, le taux de chômage s'est replié de 2,1 points de pourcentage pour se fixer à 13,5 %, tandis que chez les adultes, il a régressé très légèrement pour s'établir à 6,5 %.

Emploi

Variation mensuelle en milliers



Taux de chômage



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Juin 1998	Mai 1999	Juin 1999	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	14 250,1	14 636,6	14 639,8	3,2	389,7	76,4	0,0	2,7
Temps plein	11 581,2	11 982,5	11 943,9	-38,6	362,7	134,2	-0,3	3,1
Temps partiel	2 668,9	2 654,1	2 695,9	41,8	27,0	-57,8	1,6	1,0
Jeunes 15-24	2 059,9	2 182,6	2 181,1	-1,5	121,2	-0,4	-0,1	5,9
Adultes 25+	12 190,1	12 454,1	12 458,7	4,6	268,6	76,8	0,0	2,2
Travailleurs indépendants	2 493,0	2 592,5	2 589,8	-2,7	96,8	0,2	-0,1	3,9
Chômage	1 303,0	1 288,0	1 203,7	-84,3	-99,3	-68,5	-6,5	-7,6
Taux de chômage	8,4	8,1	7,6	-0,5	-0,8	-0,4		
Jeunes 15-24	15,6	15,6	13,5	-2,1	-2,1	-0,9		
Adultes 25+	7,0	6,6	6,5	-0,1	-0,5	-0,3		
Population active	15 553,1	15 924,6	15 843,4	-81,2	290,3	7,8	-0,5	1,9
Taux d'activité	64,9	65,7	65,3	-0,4	0,4	-0,3		
Taux d'emploi	59,4	60,4	60,3	-0,1	0,9	-0,1		

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation de l'industrie

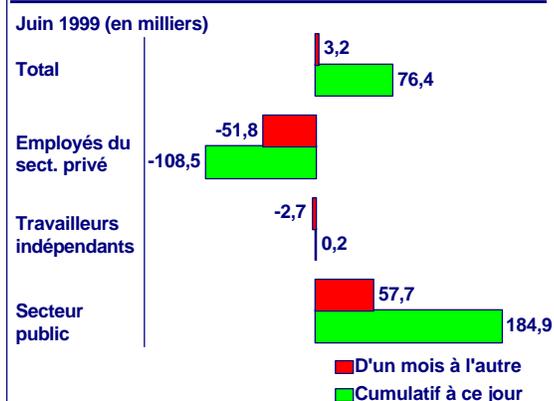
La progression de l'emploi dans le secteur manufacturier et quelques industries de services a contrebalancé les pertes observées ailleurs ...

- Dans les industries productrices de biens, le nombre d'emplois s'est replié, au total, de 3 000. Le recul de l'emploi dans l'industrie de la construction -- le quatrième mois consécutif de faiblesse -- a été presque égalé par les gains réalisés dans les industries de véhicules automobiles et de fabrication de matériel informatique.
- À la faveur du jeu des gains et des pertes, le secteur des services a vu l'emploi augmenter (+6 000), en juin. L'emploi a beaucoup progressé dans le commerce, les transports et les services professionnels, scientifiques et techniques, mais il a fléchi sensiblement dans l'hébergement et la restauration et les autres services.

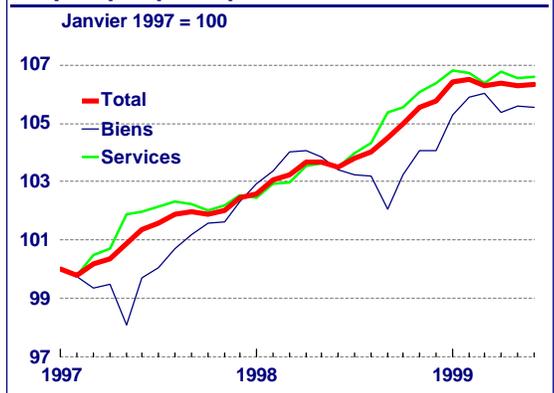
...le marché du travail dans le secteur privé demeurant faible

- En juin, le nombre d'employés rémunérés dans le secteur privé s'est replié pour un cinquième mois de suite. Le nombre de travailleurs indépendants a également régressé, mais il n'a guère changé d'une année à l'autre.
- Dans le secteur public, le nombre d'emplois a augmenté de façon marquée, en juin, pour un sixième mois de croissance ininterrompue. Durant cette période, les pertes d'emplois subies par l'administration publique ont été contrebalancées par les gains plus importants observés dans l'enseignement et les services de santé et sociaux. (Dans ces industries, l'augmentation de l'emploi dans le secteur public a été accompagnée d'une diminution du nombre d'emplois dans le secteur privé.)

Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs



Emploi par principal secteur



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Juin 1998	Mai 1999	Juin 1999	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 738,4	3 818,3	3 815,5	-2,8	77,1	53,3	-0,1	2,1
Agriculture	408,3	407,5	408,3	0,8	0,0	-3,9	0,2	0,0
Autres ind. primaires*	304,9	256,2	252,7	-3,5	-52,2	-27,3	-1,4	-17,1
Services publics	115,5	129,7	134,5	4,8	19,0	19,3	3,7	16,5
Construction	737,9	790,4	770,3	-20,1	32,4	-42,8	-2,5	4,4
Fabrication	2 171,8	2 234,4	2 249,9	15,5	78,1	108,2	0,7	3,6
Services	10 511,6	10 818,4	10 824,3	5,9	312,7	23,1	0,1	3,0
Commerce	2 161,2	2 267,3	2 284,2	16,9	123,0	43,1	0,7	5,7
Transport	682,6	746,3	762,6	16,3	80,0	31,9	2,2	11,7
FASI*	824,6	896,8	892,3	-4,5	67,7	-5,8	-0,5	8,2
Services prof./scientifiques	911,1	906,2	922,0	15,8	10,9	-14,6	1,7	1,2
Administration et gestion	502,2	526,4	518,5	-7,9	16,3	31,4	-1,5	3,2
Enseignement	941,8	949,7	958,2	8,5	16,4	18,9	0,9	1,7
Soins de santé/assist. sociale	1 465,9	1 470,2	1 479,6	9,4	13,7	-11,1	0,6	0,9
Information, culture, loisirs	623,1	629,9	627,2	-2,7	4,1	-16,1	-0,4	0,7
Hébergement et restauration	887,2	932,1	907,0	-25,1	19,8	-25,5	-2,7	2,2
Autres services	705,7	733,7	718,3	-15,4	12,6	-13,6	-2,1	1,8
Administration publique	806,2	759,8	754,2	-5,6	-52,0	-15,7	-0,7	-6,5

* Autres industries primaires : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Aperçu de la situation des provinces



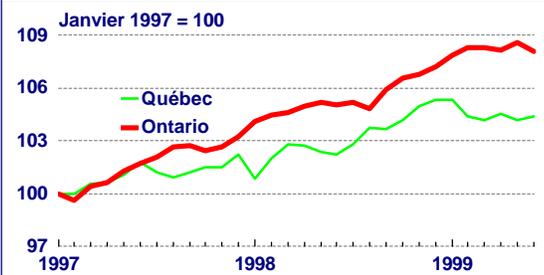
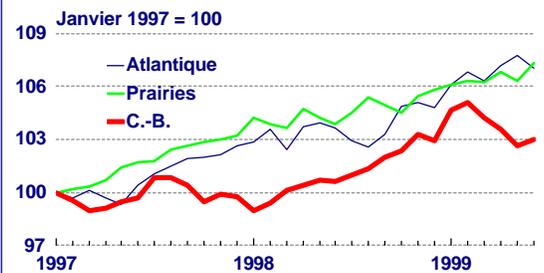
L'emploi a crû dans la plupart des provinces...

- En juin, le nombre d'emplois a fléchi de près de 30 000 en Ontario. La croissance de l'emploi dans cette province a ralenti considérablement après les solides résultats observés en 1997 et en 1998. Terre-Neuve et le Nouveau-Brunswick ont aussi connu un recul de l'emploi d'un mois à l'autre.
- L'emploi a progressé dans toutes les autres provinces, et l'augmentation a été particulièrement vigoureuse dans les Prairies. Le Québec a réalisé un faible gain net, en juin, mais son marché du travail demeure très faible depuis un certain temps.

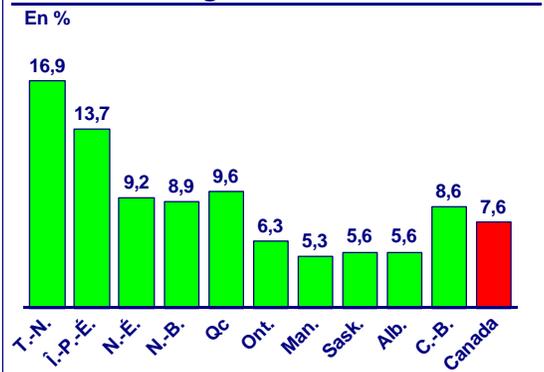
... et le taux de chômage tend à la baisse

- La Colombie-Britannique a été la seule province à voir son taux de chômage augmenter, en juin, le faible accroissement de l'emploi étant plus que contrebalancé par l'augmentation de la population active.
- Le taux de chômage s'est replié d'au moins un point de pourcentage en Saskatchewan et à l'Île-du-Prince-Édouard (à la faveur de la croissance notable de l'emploi et de la stabilité ou du recul de la population active) et au Nouveau-Brunswick (où la diminution du nombre de chercheurs d'emploi a été beaucoup plus importante que celle de l'emploi).
- L'Ontario et Terre-Neuve ont aussi vu diminuer leur taux de chômage, en juin, malgré le repli de l'emploi.

Évolution de l'emploi dans les régions



Taux de chômage -- Juin 1999



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Emplois (En milliers)						Taux de chômage (en %)		
	Niveaux Juin 1999	Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux	Variation depuis le mois dernier		l'an dernier
		(En milliers)	En %	(En milliers)	En %		le mois dernier	l'an dernier	
Canada	14 639,8	3,2	0,0	389,7	2,7	7,6	-0,5	-0,8	
Terre-Neuve	209,8	-4,9	-2,3	8,5	4,2	16,9	-0,1	-0,1	
Î.-P.-É.	61,6	0,7	1,1	-0,3	-0,5	13,7	-1,0	0,5	
Nouvelle-Écosse	416,6	2,0	0,5	13,7	3,4	9,2	-0,5	-1,3	
Nouveau-Brunswick	330,5	-4,2	-1,3	10,3	3,2	8,9	-1,3	-3,2	
Québec	3 366,0	6,9	0,2	68,0	2,1	9,6	-0,3	-1,0	
Ontario	5 754,0	-28,8	-0,5	160,3	2,9	6,3	-0,7	-0,8	
Manitoba	561,1	3,9	0,7	20,8	3,8	5,3	-0,1	-0,4	
Saskatchewan	482,5	6,2	1,3	8,3	1,8	5,6	-1,6	-0,5	
Alberta	1 562,0	14,3	0,9	55,3	3,7	5,6	-0,7	0,0	
C.-B.	1 895,7	7,1	0,4	44,8	2,4	8,6	0,2	-0,7	



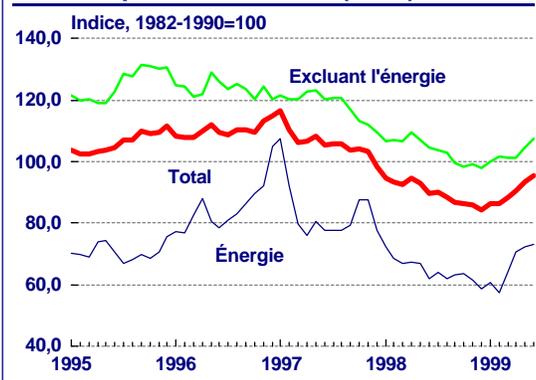
En mai, le taux d'inflation a fléchi légèrement...

- Le taux d'inflation d'une année à l'autre, mesuré par l'IPC, s'est établi à 1,6 %, en mai, en baisse comparativement à 1,7% le mois précédent.
- L'augmentation des coûts du transport est le principal facteur à l'origine de la hausse du niveau général des prix. Le resserrement de l'offre de pétrole à l'échelle mondiale a fait grimper de 5 % le prix de l'essence, d'une année à l'autre, tandis que les tarifs aériens se sont accrus de près de 17 %. L'accroissement des coûts du transport a été contrebalancé en partie par le fléchissement des prix des ordinateurs et des services téléphoniques.

...et demeure dans les limites de la fourchette cible de la Banque du Canada

- Après avoir fluctué près de la barre de 1 % depuis la fin de 1997, l'inflation a augmenté au cours des deux derniers mois.
- Malgré tout, le taux d'inflation de «base» -- excluant les composantes instables que sont les aliments et l'énergie ainsi que l'incidence des impôts indirects -- demeure dans la limite inférieure de la fourchette cible de 1 à 3 %, établie conjointement par la Banque du Canada et le ministère des Finances.
- La hausse récente de l'inflation est principalement attribuable à l'accroissement des prix des produits de base. Les prix à la production -- ceux demandés par les producteurs à la sortie de l'usine -- n'ont en effet augmenté que de 0,8 % d'une année à l'autre.

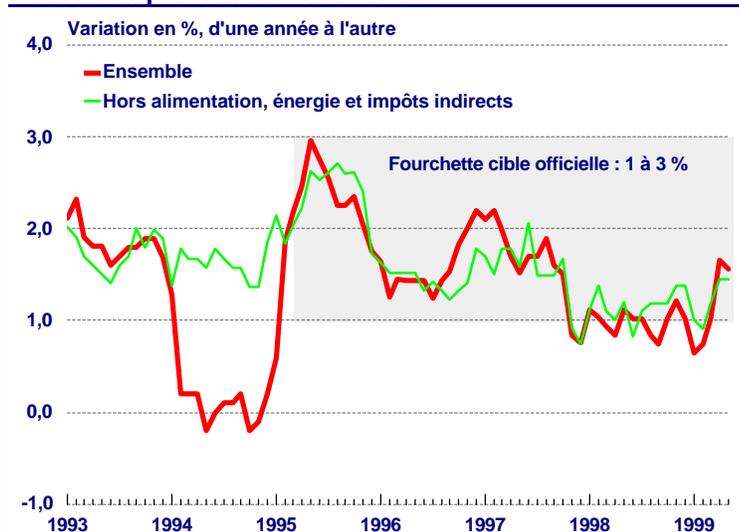
Prix des produits de base (\$ US)



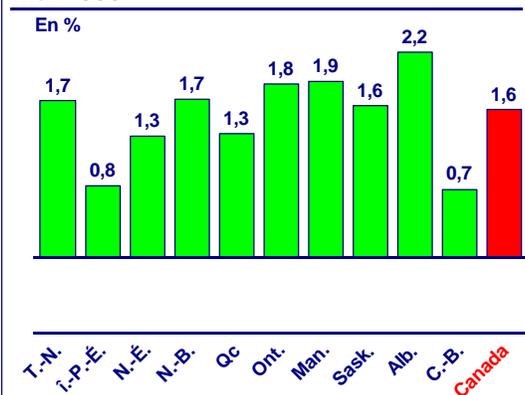
Prix à la consommation

	Variation en % depuis		
	Indice (1992=100)	le mois dernier	l'an dernier
IPC - Ensemble	110,4	0,3	1,6
Alimentation	111,1	0,2	1,6
Logement	104,6	-0,2	1,1
Équipement du ménage	109,1	0,3	0,6
Habillement et chaussures	104,9	-0,9	1,7
Transport	124,1	0,4	2,8
Santé et soins personnels	110,4	0,4	2,0
Loisirs, formation et lecture	119,6	1,6	1,1
Alcool et tabac	94,7	0,7	2,3
IPC hors alimentation et énergie	111,8	0,2	1,5
Énergie	108,4	0,7	3,0
Prix des produits de base (juin)			
Indice, 1982-1990=100	95,4	2,1	6,2
Excluant l'énergie	107,4	2,7	2,6
Énergie	72,9	0,7	17,6

Indice des prix à la consommation



Inflation mesurée par l'IPC, par province - Mai 1999





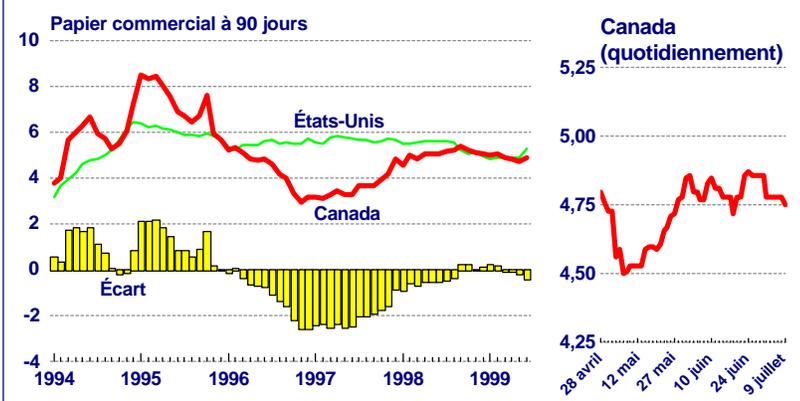
La Banque du Canada garde fermement le cap, malgré le relèvement des taux d'intérêt aux États-Unis...

- Le 30 juin, la Réserve fédérale américaine a relevé d'un quart de point de pourcentage le taux des fonds fédéraux, taux clé, mais elle a aussi changé l'orientation de sa politique et préconise désormais la neutralité plutôt que la poursuite du resserrement des conditions monétaires. Les marchés ont réagi favorablement à ce changement inattendu de l'orientation de la politique, les taux à court terme canadiens tombant de 10 points de base.
- La Banque du Canada n'a pas emboîté le pas à la Réserve fédérale, cette fois. L'économie canadienne est moins vulnérable à une surchauffe, et l'inflation de base demeure dans la limite inférieure de la fourchette cible officielle.
- Après avoir augmenté à la mi-juin, dans la foulée de l'intensification des craintes suscitées par l'inflation aux États-Unis, les taux à long terme ont fléchi, aussi bien au Canada qu'aux États-Unis, après la dernière intervention de la Réserve fédérale. L'annonce d'un faible taux d'inflation aux États-Unis et la publication de piètres résultats au chapitre de l'emploi au Canada en juin ont contribué à ces pressions à la baisse.

....ce qui creuse l'écart entre les taux d'intérêt canadiens et américains

- À la fin de mai, les taux courts et les taux longs canadiens étaient inférieurs d'environ 20 points de base à leurs pendants américains. Depuis, les taux d'intérêt ont augmenté plus rapidement aux États-Unis, ce qui a creusé l'écart, aussi bien pour les taux longs que les taux courts, qui s'établissait à quelque 40 points de base le 7 juillet.

Taux d'intérêt à court terme

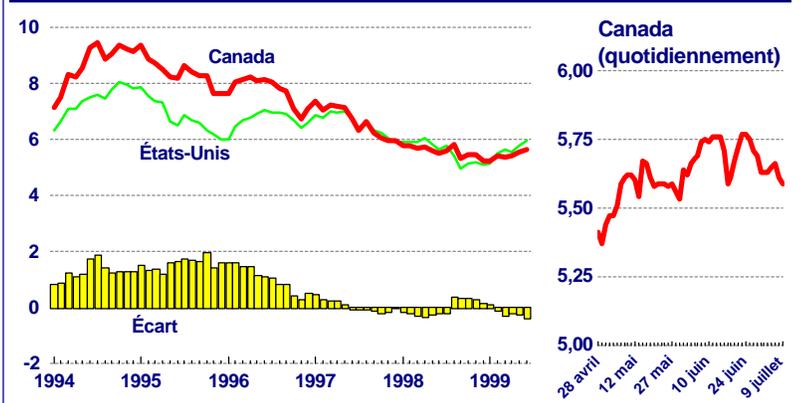


Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial à 90 jours	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
1997	4,80	-0,85	5,95	0,02
1998	5,02	0,09	5,23	0,14
Janv. 1999	5,01	0,19	5,23	0,09
Févr.	5,04	0,16	5,43	-0,08
Mars	4,85	-0,04	5,36	-0,27
Avril	4,80	-0,05	5,41	-0,17
Mai	4,71	-0,19	5,58	-0,22
Juin	4,86	-0,38	5,63	-0,35
7 juillet	4,78	-0,39	5,66	-0,42

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendants américains.

Rendement des obligations à long terme



Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux d'escompte	Taux préférentiel	Hypothèque à un an	Hypothèque à cinq ans
1997	4,50	6,00	6,65	7,05
1998	5,25	6,75	6,20	6,60
Janv. 1999	5,25	6,75	6,40	6,90
Févr.	5,25	6,75	6,40	6,90
Mars	5,00	6,75	6,45	6,95
Avril	5,00	6,50	6,30	6,95
Mai	4,75	6,25	6,30	7,30
Juin	4,75	6,25	6,75	7,70
7 juillet	4,75	6,25	6,70	7,50

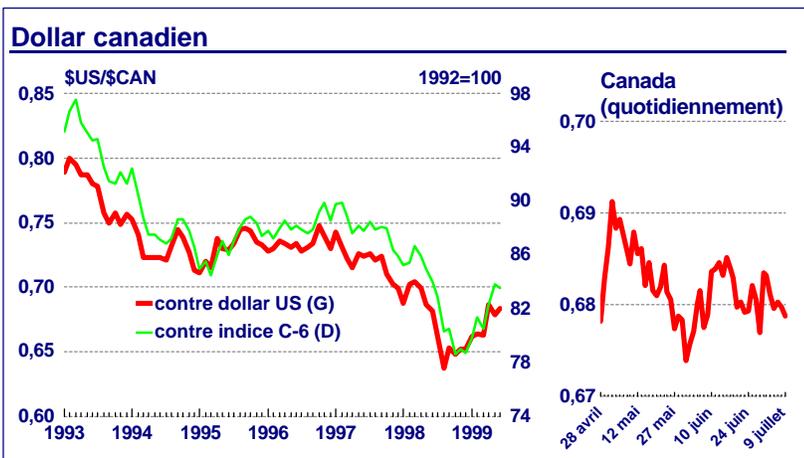


Le marché boursier a bondi au début de juillet...

- Après le changement inattendu d'orientation de la politique de la Réserve fédérale, l'indice composite TSE 300 a grimpé de près de 2 % le 2 juillet. Le TSE a poursuivi sa tendance à la hausse, au cours des jours suivants, avant de se replier.
- Durant les six premiers mois de 1999, l'indice TSE 300 a augmenté de 8,1 %. Même s'il s'agit là d'une hausse impressionnante, surtout vu qu'elle a débuté essentiellement en mars, il n'en demeure pas moins qu'elle ne représente que moins de la moitié de la progression de la moyenne du Dow Jones aux États-Unis (+19,5 %).

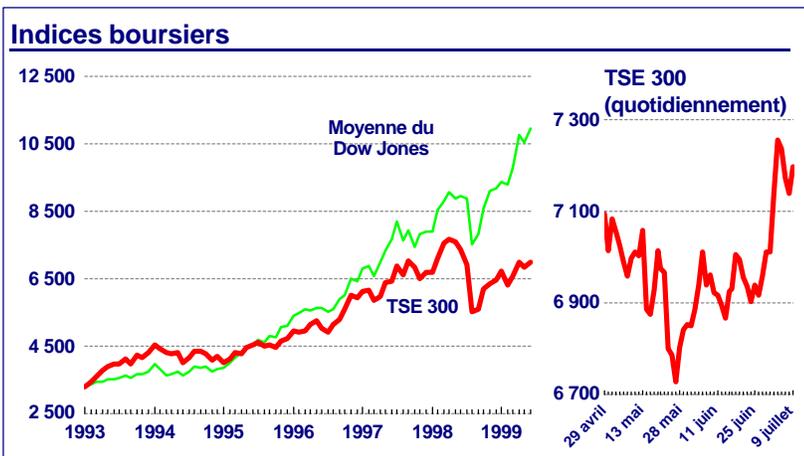
...pendant que le dollar canadien demeurait stable

- Le dollar canadien s'est apprécié de près de deux tiers de cent, après l'annonce de la Réserve fédérale, pour clôturer à 68,35 cents US à la fin de juin. Il a alors connu sa plus importante appréciation quotidienne depuis le début de février, mais il demeurait inférieur à son sommet récent, plus de 69 cents US, atteint au début de mai.
- Ces derniers mois, le dollar canadien a été soutenu par le raffermissement des prix des produits de base. Toutefois, il a vu sa vigueur être atténuée quelque peu par la possibilité d'une majoration des taux d'intérêt aux États-Unis et par le fait que l'on s'attend à ce que les taux canadiens ne suivent pas cette tendance à la hausse.



Le dollar canadien

(clôture)	\$US c. \$CAN	Indice c. C-6 (1992=100)	Mark all. c. \$CAN	Yen c. \$CAN
1997	0,6991	85,87	1,247	90,87
1998	0,6522	78,71	1,082	75,91
Janv. 1999	0,6618	79,83	1,110	74,58
Févr.	0,6632	81,33	1,166	77,81
Mars	0,6628	80,51	1,184	78,71
Avril	0,6863	82,26	1,229	80,49
Mai	0,6784	83,80	1,259	83,35
Juin	0,6835	83,50	1,283	82,17
9 juillet	0,6788			



Principaux indices boursiers

	Variation en % depuis		
	Clôture - le mois juin	le mois dernier	l'an dernier
TSE 300	7 010	2,5	-4,8
<i>Pétrole et gaz</i>	5 953	7,4	-1,9
<i>Métaux et minéraux</i>	3 801	13,9	6,5
<i>Services publics</i>	8 173	3,1	2,5
<i>Papiers et produits de la forêt</i>	4 854	17,5	11,1
<i>Entreprises de distribution</i>	5 460	-0,3	-17,5
<i>Services financiers</i>	7 482	-6,8	-24,9
<i>Or</i>	5 270	6,4	-13,3
Coefficient de capitalisation des résultats*	33,4	1,3	0,8
S&P 500	1 373	5,4	21,1
Dow Jones	10 971	3,9	22,6

*les colonnes 2 et 3 reflètent des changements de niveau



Tendances de l'économie américaine

La Réserve fédérale a relevé son taux directeur, mais elle a ensuite annoncé qu'elle préconisait la neutralité...

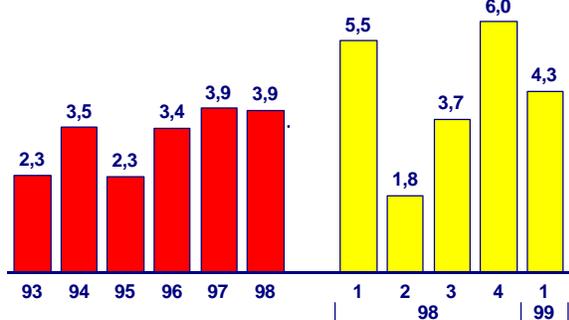
- Comme prévu, la Réserve fédérale a majoré de 25 points de base le taux des fonds fédéraux, taux clé, le 30 juin. Le resserrement extrême du marché du travail, le vigoureux rythme de croissance de l'économie et l'augmentation notable de l'inflation en avril sont les facteurs qui ont incité la Réserve fédérale à relever les taux pour la première fois en plus de deux ans.
- Toutefois, à la surprise de tout le monde, la Réserve fédérale a aussi annoncé qu'elle préconisait la neutralité pour son action à court terme, influencée par la solide croissance de la productivité et l'amélioration de l'inflation en mai. Les prix des actions et des obligations se sont vigoureusement redressés, après l'annonce de la Réserve fédérale.

...même si les indicateurs de l'activité économique aux États-Unis demeurent solides

- Les prévisions finales indiquent que l'économie américaine a crû à un rythme annuel de 4,3 % au premier trimestre. La vigueur de la demande intérieure a plus que contrebalancé l'incidence négative de la détérioration de la balance commerciale. Le secteur du commerce demeure en effet le seul point faible de l'économie -- la croissance des exportations est faible alors que les importations augmentent à un solide rythme, ce qui entraîne une hausse notable du déficit de la balance courante des États-Unis (près de 70 milliards de dollars au premier trimestre seulement).
- En juin, l'emploi s'est accru vigoureusement (+268 000), après être demeuré stable en mai. Cet accroissement a surtout été le fait du secteur des services et du redressement de l'activité dans le secteur de la construction. L'emploi, dans le secteur manufacturier, continue toutefois de fléchir. Le taux de chômage s'est établi à 4,3 %, en juin, légèrement en hausse par rapport au mois précédent.

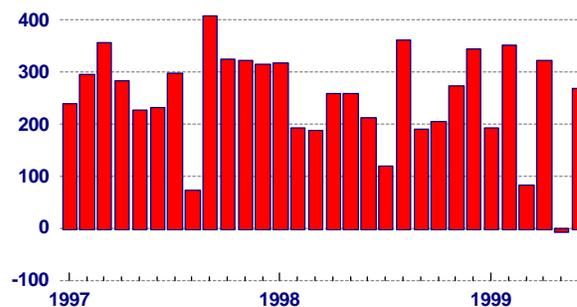
Croissance du PIB réel aux États-Unis

Variation en %, TAD



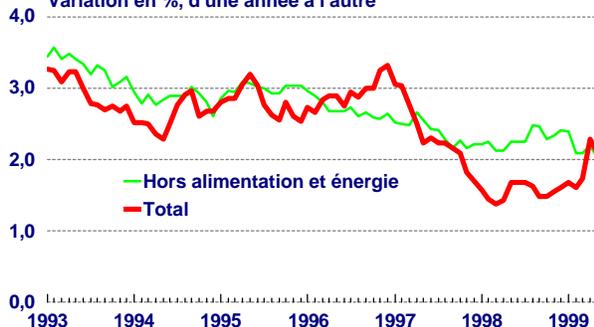
Évolution de l'emploi dans le secteur non agricole aux États-Unis

Variation mensuelle en milliers

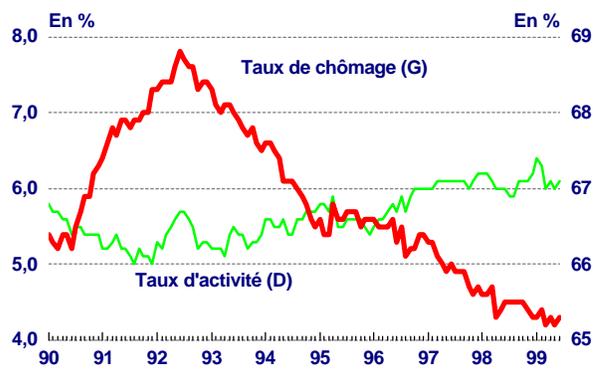


Hausse des prix à la consommation aux États-Unis

Variation en %, d'une année à l'autre



Taux de chômage et d'activité aux États-Unis





Même si le taux de chômage des travailleurs qualifiés est faible...

- Le taux de chômage des travailleurs qualifiés est demeuré faible et relativement constant au cours des deux dernières décennies.
 - Après être tombé à 3,0 % en 1989 (niveau plancher), le taux de chômage des travailleurs qualifiés n'a augmenté que légèrement durant la récession de 1991-1992. En comparaison, le taux de chômage des travailleurs non qualifiés s'est accru de façon marquée.
 - Après la récession, le taux de chômage des travailleurs qualifiés a fléchi régulièrement, pour s'établir à 2,8 % en 1998.

...l'écart des salaires relatifs est demeuré assez constant depuis la fin des années 80

- La stabilité des salaires est l'épreuve décisive pour conclure à l'absence de pénurie de main-d'oeuvre qualifiée – les prix augmentent en période de pénurie.
 - Depuis le début des années 80, la rémunération horaire des travailleurs peu qualifiés est demeurée dans une fourchette assez constante correspondant à 75 à 82 % de la rémunération des travailleurs hautement qualifiés.
- Les entreprises qui sont aux prises avec une pénurie de main-d'oeuvre qualifiée peuvent, face aux pressions exercées par la demande, augmenter le nombre d'heures de travail de leurs employés.
 - Les faits montrent que cela n'a pas été le cas depuis les années 80 – le nombre d'heures de travail moyen des travailleurs qualifiés est demeuré relativement stable.

Toutefois, on a observé récemment une intensification des pressions salariales dans des professions particulières

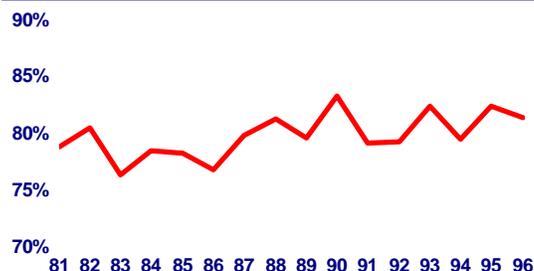
- Parmi les principales professions, la croissance de la rémunération a été supérieure à la moyenne chez les scientifiques spécialisés dans les mathématiques et l'informatique et chez les scientifiques spécialisés dans les sciences physiques et de la vie -- ce qui laisse supposer qu'il peut exister une pénurie de main-d'oeuvre dans ces professions.

Taux de chômage des travailleurs qualifiés et non qualifiés



*Les travailleurs qualifiés englobent les cadres et les professionnels
Source : Compilation établie à l'aide de données de Statistique Canada

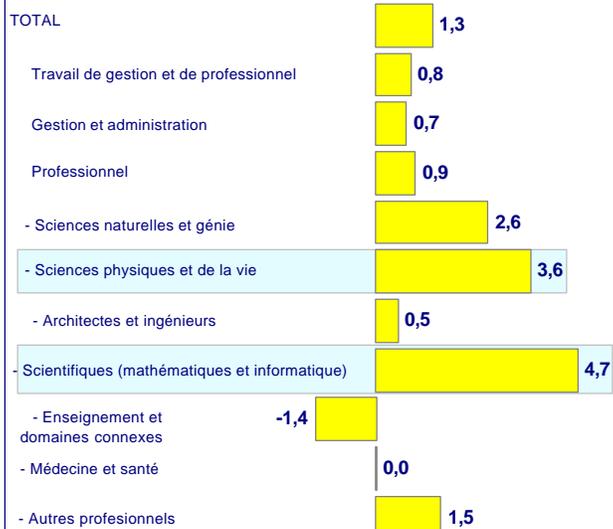
Ratio de rémunération horaire - Travailleurs peu à hautement qualifiés*, 1981-1996



*Les travailleurs hautement qualifiés sont ceux qui détiennent un diplôme ou un certificat d'études postsecondaires. Les travailleurs peu qualifiés sont ceux qui n'ont pas de formation postsecondaire.

Source : Calculs basés sur des données de Statistique Canada

Variation en % de la rémunération hebdomadaire, 1997-1998



Source : Statistique Canada (EPA)



Les conditions du marché du travail se resserrent, dans certaines professions...

- Au cours de la dernière décennie, les conditions du marché du travail se sont resserrées de plus en plus, dans le cas de certaines professions.
 - En particulier, le taux de chômage des cadres et des administrateurs, des physiciens, des architectes et des ingénieurs, des programmeurs informatiques, des médecins et des professionnels de la santé et des enseignants est fort inférieur à la moyenne nationale.
- Même si, ces dernières années, le taux de chômage au Canada pour ces professions a fléchi, il n'en demeure pas moins que notre marché du travail n'est pas encore aussi restreint qu'aux États-Unis.

...et, par le fait même, dans certaines industries...

- Une enquête menée récemment par l'Association canadienne de technologie de pointe (ACTP) a révélé que neuf entreprises de technologie de pointe sur dix sont d'avis que leur industrie connaît une pénurie de main-d'oeuvre qualifiée. Et un peu plus de la moitié de ces entreprises avaient des postes vacants à pourvoir depuis plus de trois mois.
- Selon une enquête d'Industrie Canada, environ un tiers des entreprises canadiennes en TI avaient des postes vacants à pourvoir en 1997.

...mais les préoccupations à l'égard d'une pénurie de main-d'oeuvre qualifiée suivent généralement le cycle économique

- Dans le secteur manufacturier, le nombre d'entreprises faisant état d'une pénurie de travailleurs qualifiés comme source de difficultés de production est extrêmement cyclique.
- En 1998, seulement 13,5 % des entreprises manufacturières ont soutenu qu'elles auraient eu besoin d'un plus grand nombre de travailleurs qualifiés. Même s'il s'agit là d'une hausse par rapport au niveau aussi bas que 3,3 % observé en 1993, ce pourcentage est néanmoins à peu près égal à celui enregistré juste avant la dernière récession.
 - La pénurie actuelle de travailleurs dans cette industrie semble correspondre à la situation observée lors des périodes d'expansion précédentes.

Taux de chômage chez les cadres et professionnels

	1987	1997	1998	É.-U. 1998
Ensemble des professions	8,9	9,2	8,3	4,5
Cadres et professionnels	3,8	3,3	3,0	1,8
Gestion et administration	3,6	2,9	2,7	1,8
Professionnel	3,9	3,5	3,2	1,9
Sciences naturelles, génie et mathématiques	3,9	3,2	3,2	1,8
Science physiques (chimistes, géologues)	5,2	3,5	4,2	2,9
Sciences de la vie (agriculture, sciences biologiques)	6,3	6,4	8,3	1,4
Architectes et ingénieurs	3,2	2,3	2,6	1,7
Technologues de l'architecture et du génie, connexes	4,9	4,4	3,6	2,7
Mathématiques, statistiques, analyse de système, programmation	3,0	2,7	2,6	1,4
informatique, analystes de système	3,2	2,7	2,5	1,3
Sciences sociales	4,6	4,2	3,8	2,0
Enseignement	4,1	3,7	3,4	2,0
Médecine et santé	2,2	2,1	1,6	1,5
Arts, littérature et loisirs	7,2	6,2	5,5	4,2
Beaux arts et art commercial (professions)	4,9	3,8	2,8	6,6

Source : Données non publiées, EPA et Bureau of Labor Statistics

Enquêtes sur la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée menées par des employeurs

Enquête de l'ACTP sur la pénurie de travailleurs qualifiés, 1997

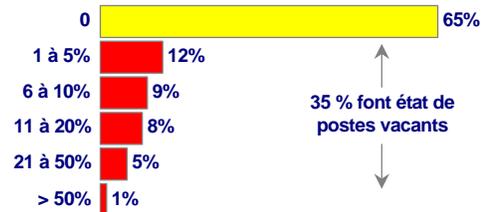
Êtes-vous d'avis qu'il existe une pénurie de main-d'oeuvre qualifiée dans les industries de technologie de pointe au Canada? Oui 88 %

Avez-vous des postes vacants que vous n'avez pas pu pourvoir au cours des trois derniers mois et qui ne l'ont pas été en raison d'une pénurie de travailleurs en technologie? Oui 54 %

Source : ACTP/Angus Reid Group

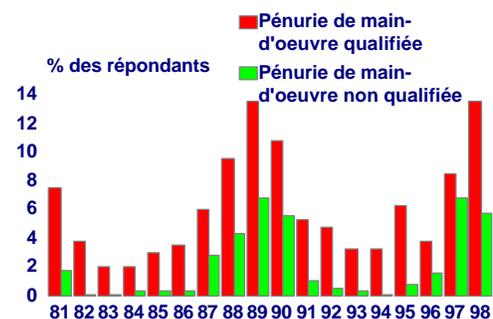
Enquête sur les questions de RH dans l'industrie des TI, 1997

Quel est le pourcentage de postes de haute qualification de votre entreprise qui sont actuellement vacants?

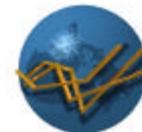


Source : Industrie Canada

Importance des pénuries de main-d'oeuvre



* Pour 1999, on s'est basé sur les chiffres des deux premiers trimestres
Source : Statistique Canada, Enquête sur la situation des entreprises



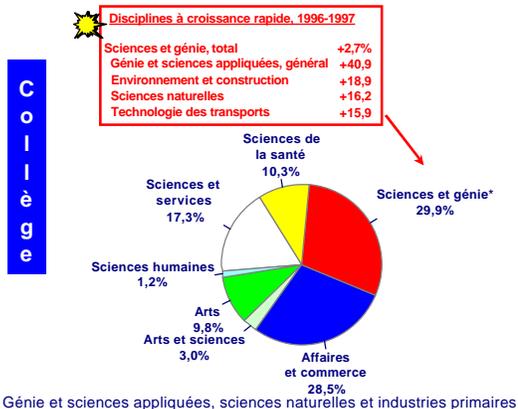
Il semble que l'offre intérieure ait commencé à s'adapter grâce à la hausse du nombre d'inscriptions dans les domaines liés à la « technologie de pointe »...

- La hausse du nombre d'inscriptions dans les domaines liés à la technologie de pointe indique que le marché du travail est en train de s'adapter au resserrement.
 - En particulier, le nombre d'inscriptions en science informatique au premier cycle a grimpé en flèche, augmentant de 14 % de 1997 à 1998 seulement. En comparaison, le nombre total d'inscriptions à temps plein au niveau postsecondaire a diminué de 0,2 % entre 1997 et 1998.
 - Les disciplines des sciences et du génie sont aussi au nombre des domaines d'études connaissant la croissance la plus rapide dans les établissements d'enseignement postsecondaire.
- Néanmoins, il existe quand même un risque de non-appariement des compétences.
 - Les sciences sociales interviennent pour la plus importante part de l'inscription universitaire, et ce, malgré le taux de chômage relativement élevé et la rémunération relativement plus faible.

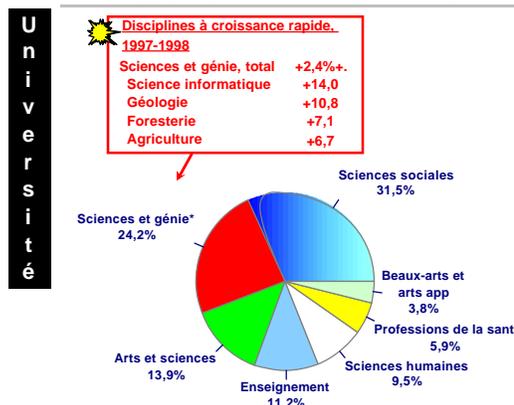
...et l'arrivée de travailleurs du savoir en provenance de l'étranger tend à augmenter

- Quelque 120 000 travailleurs ont immigré au Canada, en 1997. Plus d'un quart de ces immigrants avaient l'intention de travailler dans un domaine professionnel ou technique – comparativement à seulement 10 % des immigrants en 1992.
 - En 1998, cependant, l'arrivée d'immigrants a fléchi de plus de 20 % globalement, y compris une baisse marquée dans les catégories des travailleurs qualifiés et des gens d'affaires. Ce fléchissement a été attribué au ralentissement économique en Asie.
- Malgré la baisse observée en 1998 (qui peut être temporaire), les entreprises canadiennes sont de plus en plus mesurées à puiser dans le bassin de main-d'oeuvre qualifiée en provenance de l'étranger.
 - Selon Statistique Canada, les immigrants récents intervenaient pour un peu plus de 10 % de tous les ingénieurs en informatique en 1996. De plus, ce groupe est intervenu pour environ un tiers de la croissance globale de l'emploi dans cette profession au cours de la période allant de 1991 à 1996.

Niveau d'inscription à temps plein par domaine d'études, 1996-1997

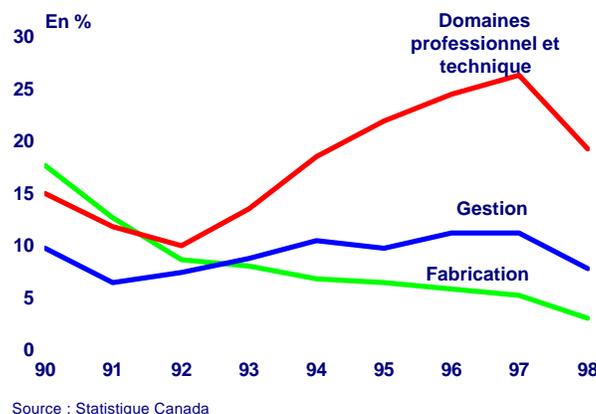


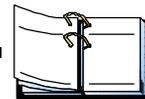
* Génie et sciences appliquées, sciences naturelles et industries primaires



* Génie et sciences appliquées, mathématiques et physique, agriculture et biologie
Source : Compilation établie à l'aide de données de Statistique Canada

Composition de l'immigration au Canada





CANADA

Indice des prix à la consommation- Juin	16 juillet
Commerce international - Mai	20 juillet
Enquête sur le secteur de la fabrication- Mai	26 juillet
Investissements privés et publics au Canada :	
perspectives - 1999 (révision)	28 juillet
PIB au coût des facteurs - Mai	30 juillet
Enquête sur la situation des entreprises - Juillet	3 août
Enquête sur la population active - Juillet	6 août
Statistiques financières sur les entreprises - 2e trimestre 1999	20 août
Comptes économiques et comptes financiers nationaux -	
2e trimestre 1999	31 août
Balance des paiements internationaux - 2e trimestre 1999	31 août
Taux d'utilisation de la capacité - 2e trimestre 1999	10 septembre

ÉTATS-UNIS

Indice des prix à la consommation - Juin	15 juillet
Commerce international - Mai	20 juillet
PIB - 2e trimestre 1999, données avancées	29 juillet
Situation de l'emploi - Juillet	6 août
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	24 août

Nota : Les IEM de juillet sont fondés sur les données connues au 9 juillet 1999.